

II Simpozij / Symposium
ISLAM I MEDIJI / ISLAM AND MEDIA
23. – 26. 4. 2015. / April 23–26, 2015
Hrvatska/Croatia (Zagreb)

Abderrazak Sayadi

Université de Manouba, Tunis
a.sayadi@laposte.net

Les médias arabes face au Printemps arabe. Le cas de la Tunisie

Le 14 Janvier 2011, après un mois de manifestations, le président tunisien Ben Ali prenait l'avion fuyant le pays vers l'Arabie saoudite. C'est la fin d'un règne de 23 ans sans partage dans lequel la presse et les médias étaient totalement muselés. Les opposants étaient libérés et ceux qui étaient réfugiés à l'étranger pouvaient désormais rentrer au pays. Rashed Ghanouchi leader du parti islamiste tunisien Ennahdha, réfugié à Londres pendant près de vingt ans a réservé ses premières déclarations à la chaîne qatarie Al Djazeera en disant : « Al Djazeera est l'associé de la révolution ». Cette déclaration a suscité beaucoup d'interrogations sur le rôle joué par A.D et a déclenché une polémique qu'un intellectuel tunisien, ancien ambassadeur de Tunisie auprès de l'unesco a résumé dans un livre intitulé « La face cachée de la révolution tunisienne » dans lequel il développe la thèse du complot que fut le printemps arabe. Pour lui, en effet le printemps arabe est une opération déclenchée par l'Amérique pour déstabiliser la région et changer les régimes arabes conformément à la théorie du « chaos créatif » voulue par Bush fils. L'instigateur serait l'Amérique, l'exécuteur et le financier en fut le Qatar et l'instrument en fut la chaîne Al Djazeera. Le débat s'est envenimé en Tunisie et à plusieurs reprises les journalistes de la chaîne qatarie étaient pris à partie par les manifestants ou empêchés de couvrir un événement en Tunisie. Il n'est pas question pour nous de céder à la facilité trompeuse de la théorie du complot. La question pour nous est de savoir quel est le rôle joué par Al Djazeera dans la révolution en Tunisie. En quoi a –t-elle été « un associé de la révolution » ? Une chaîne de télé aussi puissante soit –elle peut elle déclencher une révolution ? En quoi les chaînes de télé peuvent-elles aider à la construction d'une démocratie arabe ?

Quand on se rappelle le paysage médiatique arabe avant le déclenchement de ce qu'il est convenu d'appeler « le printemps arabe » on s'aperçoit que le monde arabe vivait dans un vrai désert médiatique. Il n'y avait aucune liberté de la presse ou d'expression. Les journalistes étaient pourchassés soit par les terroristes comme ce fut le cas durant la décennie noire en Algérie soit par des régimes policiers et dictatoriaux. En Tunisie Ben Ali se présentant comme un rempart contre l'islamisme a interdit la moindre critique de son régime sur les médias. C'est dans ce contexte que l'arrivée de la chaîne qatarie Al Djazeera dans le paysage arabe a constitué un vrai progrès. Très vite elle a capté l'attention d'une masse arabe curieuse d'avoir une source d'information alternative et différente. C'est grâce à cette chaîne que le public tunisien a commencé à mieux connaître certaines figures de l'opposition réfugiées à l'étranger. C'est lors des débats de l'émission « le sens contraire » qu'on a pu voir certains militants des droits de l'homme tunisiens critiquant et dévoilant les atteintes aux droits de l'homme en Tunisie. Donc cette chaîne a cassé le mur du silence et de la censure imposé par la dictature.

C'est aussi grâce à Al Djazeera que le spectateur tunisien a pu suivre en direct le déroulement des manifestations et l'accélération des événements qui ont conduit à la chute de Ben Ali. Cette chaîne a joué le rôle de tribune pour les opposants permettant de lancer des appels à la révolte et à la rébellion ce qui, sans doute, ont favorisé le succès de ces mouvements.

Au fur et à mesure que la révolte gagnait du terrain et circulait d'un pays arabe à l'autre, la chaîne Al Djazeera rendait compte de cette propagation de la révolution arabe et se présentait comme le média qui non seulement couvrait l'événement mais aussi le défendait et le favorisait au nom de la liberté des peuples arabes.

Pourtant cette défense affichée des peuples arabes à se libérer de leurs régimes arabes dictatoriaux commençait à devenir suspecte et l'on a commencé à douter de l'indépendance de ce médium. En effet lorsque la révolte a commencé à gagner les pays du golfe comme le Bahreïn, pays à majorité chiite où la révolte a été écrasée par une intervention armée des monarchies du golfe, Al Djazeera n'a pas montré le même enthousiasme à défendre la cause des peuples arabes qui veulent se libérer.

Aucune critique n'est jamais émise, non plus contre l'émir du Qatar qui a hérité le pouvoir de son père et il faut aller sur d'autres médias pour apprendre que certains opposants et poètes qataris à la même période et qui criaient les mêmes slogans étaient emprisonnés sans que Al Djazeera n'en parle. C'est dans ce contexte que la thèse des adversaires de cette chaîne qui l'accusent d'être de parti pris devient de plus en plus crédible et on assiste alors à un tournant où le public des téléspectateurs arabes se détourne de plus en plus de cette chaîne.

Cette désaffection est certes due à la prise de conscience que cette chaîne n'est pas indépendante mais elle est aussi accélérée par la montée e puissance des chaînes nationales désormais beaucoup plus libres et qui attirent donc leurs publics nationaux. Désormais la première chaîne nationale tunisienne arrive en tête lors de son télé journal alors que sous Ben Ali très peu de personnes le regardaient ou s'y intéressaient.

Derrière les slogans de liberté des peuples arabes et de défense des droits de l'homme, certains analystes ont démontré que cette chaîne est en réalité au service d'un projet de société musulmane animé par l'idéologie de la confrérie des frères musulmans qui milite pour l'islam politique.

L'une des autorités de référence de cette chaîne est le prédicateur égyptien Al Qaradhaoui qui est l'invité d'honneur de l'émission « Al Charia wal Hayat ». La vision qu'il défend ne va pas dans le sens d'une société démocratique, c'est le moins que l'on puisse dire, et beaucoup de ses fatwas ont suscité des réactions hostiles comme par exemple la fatwa où il appelle au djihad en Syrie, etc.

Par conséquent on voit bien que cette chaîne a certes favorisé le printemps arabe, non pas dans le sens d'une émergence d'une démocratie arabe mais plutôt dans le sens d'une société arabe marquée par l'islam politique. L'échec du printemps arabe a conduit ainsi à la perte d'influence de cette chaîne. Mais au-delà de ces contradictions dans lesquelles cette chaîne se débat, la question qui se pose pour nous est quelle est la place des chaînes de télé dans un contexte arabe marqué aujourd'hui par le succès relatif de l'expérience tunisienne de transition démocratique encore menacée certes par le terrorisme, mais désormais faisant figure d'« exception tunisienne » ?

La démocratie, en Tunisie ou ailleurs a besoin d'une pluralité médiatique. Dans ce sens là Al Djazeera par exemple peut encore trouver sa place, comme tribune islamiste, mais à condition qu'elle ne soit pas la seule présente. C'est d'ailleurs ce qui est en train de se passer. Le paysage médiatique tunisien est en train de se diversifier à l'image de la pluralité du paysage politique. Certaines chaînes affichent clairement leur préférence politique comme Nessma en faveur du parti Nida Tounes arrivé en tête aux dernières élections. Cette chaîne s'est distinguée par la diffusion du film iranien Persepolis et a eu contre elle un procès pour atteinte au sacré. Al Mustaqilla est, elle, détenue par un autre homme politique résident à Londres, Hachmi Hamdi. Celui là a fait toute sa campagne, à partir de Londres, via sa chaîne. Al Hiwar Attounsi vient d'être racheté par un homme d'affaires qui s'est lancé dans la politique Slim Riahi. C'est cela la démocratie : la pluralité de l'offre politique et médiatique.

Cependant cette pluralité certes utile en Démocratie ne doit pas porter atteinte à un principe non moins important pour le bon fonctionnement démocratique, celui de l'indépendance des journalistes. Or cette indépendance peut être menacée par le pouvoir de l'argent. C'est à l'Etat alors de limiter par la loi le monopole des médias par certains groupes financiers. C'est aussi le rôle de la Haute Instance Indépendante pour la communication et l'Audiovisuel HAICA de veiller à cette indépendance. Désormais cette instance, inscrite dans la constitution, a les moyens institutionnels de jouer son rôle d'arbitre dans le paysage médiatique tunisien.

En réalité les chaînes de télé ont perdu le monopole de l'information. Aujourd'hui l'information est libre et personne ne peut plus l'arrêter. Les moyens de communication sociaux comme Tweeter, Face book, etc. informent le public en temps réel et permettent au public d'être lui-même acteur de la diffusion de l'information. Les chaînes de télé devront donc s'adapter si elles veulent encore garder leur crédibilité.

Conclusion

A la question du rôle joué par Al Djazeera comme associé de la révolution, nous pouvons donc répondre certes, elle a joué un rôle indéniable dans un contexte marqué par l'absence de libertés de presse et d'information. Le public l'a suivie quand elle était censurée par les régimes arabes dictatoriaux. Mais cette chaîne a perdu beaucoup de son prestige et de sa crédibilité quand elle s'est révélée de parti pris et quand on a découvert qu'elle militait pour un projet de société de l'islam politique. Une grande partie de son public s'est détournée d'elle en faveur de chaînes nationales dont certaines sont désormais libres. Devant l'offre médiatique abondante et avec le développement des réseaux sociaux il paraît aujourd'hui évident que l'opinion publique arabe devient plus exigeante et le défi des médias arabes dans les années à venir sera non pas de la caresser dans le sens du poil mais de l'aider à voir l'image vraie dans sa totalité et dans sa complexité.



This journal is open access and this work is licensed under a Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 International License.